

POST-FASCISME OU CAPITALISME VERT?...

Historiquement, l'anarchisme a connu sa pire défaite en 1939 en Espagne, après celle de la Révolution russe. Les événements de Mai 68, mélange d'insatisfaction petite-bourgeoise et de colère prolétarienne, se sont déroulés dans une grande confusion. Le mouvement anarchiste, physiquement matraqué par les staliniens et totalement affaibli, a en partie raté le coche, de même que la sortie du franquisme en Espagne après 1976. Intellectuellement et politiquement, bon nombre d'anarchistes ont maintenu, et continuent de le faire pour certains, la fausse analyse de Marx d'une société coupée en deux, entre la bourgeoisie et le prolétariat (cf. le *Manifeste communiste* de 1848). Or cette idée édulcore la réalité sociale, car il existe plusieurs classes, plusieurs castes, des Églises, le patriarcat, le tout avec des intérêts plus ou moins convergents.

La vision du Manifeste communiste est dépassée

En outre, Marx et les marxistes voire certains anarchistes n'ont pas saisi l'évolution du système: fordisme, toyotisme, État-providence, classes moyennes, consumérisme, services publics... Ils ont annoncé la mondialisation du capital, mais sans en voir toutes les dimensions. Le citoyen chinois ou indien aspire désormais à un mode de vie comme un européen ou un américain... Au moins eau courante, l'eau chaude, l'électricité... la production manufacturière est épargnée sans le monde, la classe ouvrière n'a jamais été aussi nombreuse, mais sa conscience de classe est faible collectivement. Le syndicalisme fondé sur une supposée unité objective de classe a trouvé ses limites en Europe. Désormais domestiqué, il a été dépassé en France par le mouvement des *Gilets-jaunes*. Les camarades qui depuis trente ans essaient de rebâtir presque ex nihilo un syndicat révolutionnaire doivent se rendre compte qu'ils sont tombés sur un mur. En outre, ils se substituent finalement à une organisation anarchiste sans même en prendre le nom, souvent dans une concurrence aussi bornée que néfaste.

Non contente de se vautrer dans une social-démocratie accompagnant le néo-libéralisme, la gauche a tué l'idée même de la révolution puisqu'elle l'a salie dans tous les pays elle est passée (Russie, Chine, Cuba, Vietnam, Cambodge...). Or si la révolution ne se décrète pas mais se fermente, elle n'en reste pas moins le moment clef où il faudra balayer cette pyramide d'institutions parasites ou incomptables comme l'a encore montré la crise sanitaire. Nous savons également que le peuple est attaché au service public qu'il faut défendre contre son démantèlement, mais aussi contre sa techno-bureaucratisation qu'elle soit néo-libérale ou de gauche (fonctionnarisation à outrance, dépossession de l'initiative individuelle...). La petite bourgeoisie, les classes moyennes et même une partie du prolétariat aspirent en Europe à un retour en arrière qui porte le nom de souverainisme de droite ou de gauche. En France, certains, comme Michel Onfray qui réunit l'ancien mitterrandiste Chevènement et le décroissant post-fasciste Alain de Benoist, nous refont le coup du Cercle Proudhon dont certains de ses membres avaient fini dans les bras de Vichy...

Les post-fascistes du RN n'arriveront toutefois au pouvoir que si le grand patronat le jugera utile, c'est-à-dire, en fait, quand la menace révolutionnaire sera trop forte ou quand l'*Union européenne* ne conviendra plus. Or le risque révolutionnaire en France paraît bien faible, d'autant que, avec les *Gilets-jaunes*, l'insurrection qui est venue n'est pas celle qui était attendue. La situation est différente aux États-Unis, où Trump relève de la démagogie ultra-libérale (contrairement à un pays fasciste, la presse n'y est pas muselée), et au Brésil où Bolsonaro relève de l'armée.

Le projet écologiste de la bourgeoisie

Constatant le coût des économies externes (pollution, etc...) et la nécessité de gérer au mieux les ressources naturelles, la grande bourgeoisie a compris depuis un demi-siècle qu'elle ne peut pas scier la branche écologique sur laquelle sont assis ses profits et ses pouvoirs. Sa mise en orbite de l'écologie vers un capitalisme vert remonte déjà à un demi-siècle. Nouvelle force, dont Élisée Reclus a entrevu l'apparition quand il dénonçait «*les prophètes de malheur*», l'écologisme s'est d'abord appuyé sur une contestation légitime des excès de la société industrielle et consumériste, en combinant plusieurs courants idéologiques

et sociaux. Une nouvelle génération souvent composée de soixante-huitards a revendiqué avec raison une amélioration du cadre de vie, en luttant également contre le nucléaire civil et militaire. Elle a été rejoints par une génération plus ancienne avec ses héritiers, celle des naturalistes conservateurs sinon intégristes (Dorst, Hainard, Pelt...). Certains étaient liés à l'idéologie pétainiste de «*la terre qui ne ment pas, elle*» (Petitjean, chez qui se tient en 1976 la première réunion d'Ecoropa, la première organisation politique de l'écologisme...) (1) ou à l'antiproductivisme de *L'Ordre nouveau* des années 1930 (Rougemont, Chevalley...).

Ce courant composite est devenu influent car c'est le plus cohérent idéologiquement et le plus adapté à la course du capitalisme. Sa vision de la nature mélange habilement des sentiments romantiques et des raisonnements savants. Son scientisme hybride articule les experts, les «conseillers des princes» et les intellectuels moteurs du capitalisme vert, proches des cercles dirigeants. Doté d'oligarchies, comme le *Club de Rome* (2), l'écologisme a orienté les Nations-Unies dans sa direction grâce à la création du PNUE (*) en 1972 avec Maurice Strong, roi du pétrole, grand prêtre des *Sommets de la Terre* aidé par le gaulliste Serge Antoine.

À la base, la section fondatrice des *Amis de la Terre* aux États-Unis (1969) est financée par Robert O. Anderson, un autre roi du pétrole cherchant à contrer le nucléaire. En accord avec lui, un autre milliardaire, Teddy Goldsmith, fonde la revue *The Ecologist* où, en 1990, il annonce qu'il ne nous reste que «*cinq mille jours pour sauver la planète*» (délai dépassé...). Les opportunistes, souvent d'anciens marxistes, y ont vu une nouvelle chance de carrière face à la démonétisation de la gauche et du marxisme. Mentalement, il leur a suffi de troquer la science marxiste pour une science néonaturaliste, l'écologie adaptée au goût du jour. De politique, l'écologisme est devenu définitivement politicien avec le choix de la stratégie électorale et la conquête de l'appareil d'État. Mais à mesure qu'il s'institutionnalise, il doit convaincre ses marges radicales et activistes du bien fondé de son option, d'autant qu'il renonce aux deux principes qui l'ont initialement coagulé au cours des années 1970: les oppositions à la guerre et au nucléaire. Il faut trouver alors un motif impératif, urgent, rassembleur. Il est là: sauver la planète.

Après l'angoisse de «*l'hiver nucléaire*» des années 50-60 arrive la crainte climatique. Surévaluée, elle renvoie aux seconds rangs les problématiques réelles (surpêche, micro-polluants, déchets nucléaires...). L'obsession climatique qui est l'obsession du carbone promeut en réalité la revalorisation du nucléaire et la compétition contre les «économies émergentes». Elle s'appuie sur le GIEC (**), un organisme «*intergouvernemental*» décidé par un G7 en 1988.

La bourgeoisie a un projet politique: l'écolocratie planétaire. Son mondialisme assumé (pratiquement tous les penseurs écolo ont voulu et veulent un «*gouvernement mondial*» pour réguler la planète, c'est-à-dire la société, c'est-à-dire nous) s'affronte en partie au souverainisme. «*Gouvernement*» devrait effrayer les anarchistes, «*gouvernement mondial*» devrait les effrayer davantage, mais certains font preuve d'une mansuétude extraordinaire vis-à-vis des écologistes. Ils rappellent ces syndicalistes de base qui soutenaient la gauche malgré le goulag.

Le discours sur l'urgence finit aussi par encourager une géo-ingénierie dont la logique technicienne a été testée en grandeur nature dans d'autres domaines pendant la crise sanitaire (vidéo-surveillance, reconnaissance faciale, télé-travail, laisser-passé numérique...).

Pseudo-savants et vrais carriéristes

L'écolocratie petite ou grande s'appuie sur certains experts de la nature (environnement, protection animale...), mais qui sont souvent auto-proclamés. Citons-en deux: Pascal Canfin, diplômé en sciences politiques, ancien chargé de mission à la CFDT, ancien ministre socialiste puis directeur général de WWF France, poste qu'il a quitté pour LREM, parle régulièrement du climat. Laurence Tubiana, ex-militante de la LCR, économiste, donc pas davantage spécialiste du climat, a rejoint Macron qui lui a demandé de piloter la *Convention citoyenne pour le climat* avec l'aide de la *Fondation Terra Nova*. En est miraculeusement sorti

(1) Ecoropa comprend à l'origine Petitjean, Rougemont, Kressmann, Goldsmith, Siebker, Dumont, Charbonneau, Ellul, Domenach, Lalonde, Moscovici, Pelt.

(*) Programme des Nations Unies pour l'Environnement. (Note A.M.).

(2) Cf. l'entrée «*Club de Rome*» dans le *Dictionnaire critique de l'anthropocène* qui vient de sortir chez CNRS Éditions.

(**) Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. (Note A.M.)

un catalogue conforme au catéchisme écologiste, la seule mesure de rupture véritable ayant été écartée, à savoir la réduction drastique du temps de travail (CQFD).

Savants et pseudo-savants sont tout heureux de leur re-légitimation. Sincères ou non, ils exagèrent les menaces, comme tout expert persuadé de sa vertu, pour mieux récupérer les budgets, les places ou la gloriole. Ils pavent la voie à une techno-bureaucratie verte que l'on peut qualifier d'«*écolocrature*». Au-delà des louables déclarations d'intention, comme toute bureaucratie, elle a vocation à diriger, à gouverner et à réprimer. Les médias dominants accueillent le discours sur «*la planète est en danger*» comme du pain bénit, car, comme les gourous de la communication le proclament, «*une bonne nouvelle est une mauvaise nouvelle journalistique*». Avec les prophètes de malheur et les nouveaux idéologues, ils doivent faire croire que «*nous sommes finis dans un monde fini*» et que «*la planète est foutue*». Nous irions «*droit dans le mur*» «*vers l'effondrement*», mélange relooké de l'Apocalypse néotestamentaire et de la théorie marxiste d'un capitalisme s'effondrant sous le poids de ses contradictions.

Le vecteur est celui de la peur, du langage de la peur, de la menace de la peur. Partant de problématiques réelles, l'*écolocrature*, ses intellectuels et leurs petites mains plus ou bien informées dans un monde où le zapping et le swipe ont remplacé la lecture d'ouvrages ardu, extrapole. Elle veut effrayer. Greta Thunberg le clame au forum hyper capitaliste de Davos: «*Je veux que vous ayez peur*».

La peur prétend secouer ainsi les consciences, mais, en réalité, elle anesthésie la masse (mais comment «*lutter pour le climat*»?). Elle multiplie les interdictions et les mesures autoritaires sans jamais remettre en cause les fondements du capitalisme (la propriété des moyens de production et d'échange, la plus-value et le salariat, la concurrence, l'État). Elle prépare le terrain à la soumission généralisée comme celle qui s'est abattue en France pendant la crise sanitaire avec l'admission massive de mesures autoritaires débiles et indiscriminées (peur de la maladie, peur du gendarme, peur de la peur, autocensure...). Le prophétisme dystopique et le catastrophisme indifférencié reposent sur les mêmes ressorts que l'*Apocalypse de Jean*. Les *Gilets-jaunes* y ont répondu en criant «*la fin du mois avant la fin du monde*».

La planète n'est ni foutue, ni malade, en revanche l'humanité ne se porte pas bien

La densité humaine mondiale est en réalité ridicule. À côté des ressources fossiles épuisables, existent des ressources inépuisables. La terre est assez vaste pour abriter et nourrir l'humanité, comme le disait Élisée Reclus, étant entendu qu'elle connaît encore une croissance démographique et que, fatalement, elle étend son écumène. Elle n'est «*une*» que pour l'astronaute qui la voit de sa fusée, pour l'apparatchik qui siège aux Nations-Unies ou le trader qui envoie ses consignes à la nanoseconde. Pas pour l'habitant dans sa diversité géographique. Elle est multiple. L'astre ne se confond pas avec l'humanité. Le cosmopolitisme n'est pas géologique. La planète n'est pas malade, contrairement à ce qu'affirment certains charlatans qui osent même prendre sa température comme celle d'un corps humain. En revanche, la société souffre de ce que la logique du fric et du pouvoir lui impose.

La droite et la gauche ayant failli, l'écologisme ouvert ou larvé devient la nouvelle voie d'un capitalisme vert en Occident qui entre en compétition avec le post-fascisme. Il est à la société et à la politique actuelles ce qu'était le socialisme autoritaire des deux siècles précédents: des prétendus contestataires, en réalité les agents de l'adaptation capitaliste. Les anarchistes ne doivent pas retomber dans le même panneau en se pensant comme à la gauche écolo de la gauche, se retrouvant dans son sillage et finissant par la cautionner.

Bien sûr, dans les luttes concrètes, les militants peuvent se côtoyer. Mais, outre la nécessité de promouvoir des pratiques autogestionnaires et non politiciennes, c'est l'échelle de l'objectif qui est déterminante. S'en référer au «*global*», aux ours qui errent sur la banquise, revient à déplacer le problème, à quitter la réalité de l'ici et maintenant: or, dans ma commune, qu'est-ce qui ne va pas pour le cadre de vie, l'environnement, l'économie et la société? Que puis-je faire là?

Penser local, agir fédéral

Le slogan «*penser global, agir local*» brandi par les écologistes chrétiens René Dubos et Barbara Ward lors de la *Conférence de Stockholm de 1972* a l'air sympathique et anodin. En réalité, en posant le mondial comme surdéterminant, il lui donne la plus grande place. Selon sa formulation hiérarchique, l'action locale doit s'orienter non pas sur elle-même ou pour elle-même (satisfaire les besoins concrets et immédiats), mais pour le global («*sauver la Terre*» ou «*la Planète*»). Elle revient à légitimer une autorité mondiale, laquelle, dans le contexte étatique et capitaliste, ne peut être qu'autoritaire et surplombante.

La stratégie anarchiste peut être double. D'une part, lutter contre les écolocrates, dénoncer leur pseudo science, leurs propos moralisateurs et culpabilisants, leur soif de pouvoir. D'autre part, partir et repartir du «*local*», du bas vers le haut, sans oublier l'articulation fédérative sous peine de localisme ou de *patria chica* (*).

Cette implication passe par un combat pied à pied contre les dirigeants du capitalisme vert et leurs naïfs utiles, le même que celui que nos prédécesseurs ont dû mener pour démasquer le mensonge bolchevique quand bien même les délégations communistes ou socialistes revenaient de Moscou avec le sourire («*non, il n'y a pas de répression, pas de goulag, pas de famine, tous ceux qui disent cela sont des contre-révolutionnaires*la planète» d'ici 2050, c'est pour tout de suite.

Il faut aussi se réapproprier la réflexion sur la science, pratiquer une climatologie locale sensible aux aspérités du milieu. Promouvoir une forme d'éducation populaire fondée sur la pensée libre. Évacuer l'écologie discréditée au profit de la mésologie (**).

Les organisations anarchistes se veulent révolutionnaires, mais l'époque, en France, se contrefiche de la révolution. Celle-ci doit être l'issue logique et non le préalable dogmatique pour le peuple lassé des formules toutes faites, des promesses (hier, chez les socialistes «*demain on rase gratis*») ou des prophéties (aujourd'hui, chez les écologistes, «*demain vous allez mourir sous l'effondrement*»). Relier les différentes initiatives locales vers une *Fédération communaliste de base* en est l'une des voies.

Philippe PELLETIER.

(*) Littéralement: *sa petite patrie*; populairement: *son bled*. (Note A.M.).

(**) Écologie: «*Science ayant pour objet les relations des êtres vivants (animaux, végétaux, micro-organismes) avec leur environnement, ainsi qu'avec les autres êtres vivants*»; mais aussi: «*Synonyme courant de écologisme*», c'est-à-dire: «*Position dominée par le souci de protéger la nature et l'homme lui-même contre les pollutions, altérations et destructions diverses issues de l'activité des sociétés industrielles*» (Larousse). «*L'écologie ou écologie scientifique, est une science qui étudie les interactions des êtres vivants entre eux et avec leur milieu*»; mais aussi: «*Le terme écologiste peut désigner un scientifique spécialisé dans l'étude de l'écologie, un adepte de l'écologisme, ou partisan de l'écologie politique. Le terme écologue désigne plus spécifiquement un spécialiste de l'écologie, qu'il soit chercheur, biologiste ou ingénieur, et aurait été inventé, dans les années 1980, pour distinguer les scientifiques des militants*» (Wikipedia).

Mésologie: «*Science ayant pour objet l'étude des réactions réciproques de l'organisme et du milieu; la mésologie est liée à l'écologie et à la physiologie*» (Larousse). «*La mésologie est la science des milieux, qui étudie de manière interdisciplinaire et transdisciplinaire la relation des êtres vivants en général, ou des êtres humains en particulier, avec leur milieu de vie*» (Wikipedia).

Le souci de l'auteur semble bien être d'émanciper la réflexion de toute considération politique, c'est-à-dire de l'exercice d'un pouvoir sur un groupe humain et ses activités. (Note A.M.).